

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**DECRETE :**

ARTICLE 1^{er} : Monsieur **Biramou SISSOKO**, N°Mle 460-34.N, Ingénieur des Eaux et Forêts, est nommé **Directeur national** des Eaux et Forêts.

ARTICLE 2 : Le présent décret qui abroge le Décret n°2014-0797/P-RM du 17 octobre 2014 portant nomination de Monsieur **Adikarim TOURE**, N°Mle 436-40.W, Ingénieur des Eaux et Forêts, en qualité de **Directeur national** des Eaux et Forêts, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 17 avril 2015

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre de l'Environnement,
de l'Assainissement et du Développement durable,
Mohamed AG ERLAF

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Mamadou Igor DIARRA

**DECRET N°2015-0283/P-RM DU 17 AVRIL 2015
FIXANT L'ORGANISATION ET LES MODALITES
DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL
DE L'INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°90-110 du 18 octobre 1990 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements publics à caractère administratif ;

Vu la Loi n°05-008 du 11 février 2005 portant création de la Direction nationale des Productions et des Industries animales ;

Vu la Loi n°05-010 du 11 Février 2005 portant création de la Direction nationale des Services vétérinaires ;

Vu la Loi n°06-045 du 5 septembre 2006 portant Loi d'Orientation agricole ;

Vu la Loi n°2012-004 du 23 janvier 2012 régissant la production, la diffusion, l'importation, l'exportation, la commercialisation, le contrôle et la certification des semences, ovules et embryons d'origine animale et de reproducteurs ;

Vu la Loi n° 2013-028 du 11 juillet 2013 relative aux Lois de Finances ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°2015-014/P-RM du 02 avril 2015 portant création du Centre national de l'Insémination artificielle animale ;

Vu le Décret n°2014-0349/P-RM du 22 mai 2014 portant Règlement général de la Comptabilité publique ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**DECRETE :****CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

ARTICLE 1^{er} : Le présent décret fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement du Centre national de l'Insémination artificielle animale (C.N.I.A.).

ARTICLE 2 : Le Centre national de l'Insémination artificielle animale est placé sous la tutelle du ministre chargé de l'élevage ;

ARTICLE 3 : Le siège du Centre national de l'Insémination artificielle animale est situé à Bamako. Il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national.

CHAPITRE II : DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE GESTION**Section1 : Du Conseil d'Administration**

ARTICLE 4 : Le Conseil d'Administration exerce, dans les limites des lois et règlements en vigueur, les attributions suivantes :

- définir les grandes orientations;
- fixer l'organisation interne, les règles particulières relatives au fonctionnement et à l'administration du Centre ;
- adopter le programme annuel d'activités du Centre ;
- voter les budgets prévisionnels du Centre et ses modifications éventuelles et arrêter les comptes financiers ;
- examiner les rapports d'activités et financiers annuels du Directeur général du Centre ;
- donner son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le Directeur général du Centre.

ARTICLE 5 : Le Conseil d'administration du Centre est composé de :

*** Représentants des pouvoirs publics :**

Président :

- le ministre chargé de l'Elevage.

Membres :

- un représentant du ministre chargé des Finances ;
- un représentant du ministre chargé de la Recherche scientifique ;
- un représentant du ministre chargé du Commerce ;
- un représentant du ministre chargé de la Santé ;
- un représentant du ministre chargé de l'Environnement ;
- un représentant du ministre chargé de l'Industrie.

*** Représentants des usagers :**

- un représentant de l'Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture du Mali (APCAM) ;
- un représentant de la Filière lait ;
- un représentant de la Filière bétail/viande ;
- un représentant des Centres d'Insémination artificielle privés agréés.

*** Représentant du personnel :**

- un représentant des travailleurs du Centre.

ARTICLE 6 : Les représentants des faîtières au Conseil d'Administration du Centre sont désignés par leurs organisations suivant les modalités qui leur sont propres.

ARTICLE 7 : Le représentant du personnel au Conseil d'Administration est désigné en assemblée générale des travailleurs du Centre.

Section 2 : De la Direction générale

ARTICLE 8 : Le Centre national de l'Insémination artificielle animale est dirigé par un Directeur général nommé par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du ministre chargé de l'élevage.

ARTICLE 9 : Le Directeur général dirige, anime, coordonne et contrôle l'ensemble des activités du Centre.

A ce titre, il est chargé :

- d'exercer toutes les fonctions d'administration et de gestion non expressément réservées au Conseil d'Administration et à l'autorité de Tutelle ;
- d'assurer la mise en œuvre des décisions du Conseil d'Administration ;
- d'élaborer et de soumettre à la délibération du Conseil d'Administration des programmes d'activités et de budget du Centre ;

- de signer les baux, conventions et contrats au nom du Centre.

ARTICLE 10 : Le Directeur général du Centre est assisté d'un Directeur général adjoint nommé par arrêté du ministre chargé de l'Elevage sur proposition du Directeur général du Centre. L'arrêté de nomination fixe également ses attributions spécifiques.

Section 3 : De la représentation du personnel au Comité de gestion

ARTICLE 11 : Le personnel du Centre est représenté au sein du Comité de gestion par un membre désigné en assemblée générale des travailleurs du Centre.

CHAPITRE III : DE LA TUTELLE

ARTICLE 12 : Les contrats d'un montant égal ou supérieur à 25 millions de Francs CFA sont soumis à l'approbation du ministre chargé de l'Elevage.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 13 : Le ministre du Développement rural, le ministre du Travail, de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable et le ministre du Commerce et de l'Industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 17 avril 2015

Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,
Modibo KEITA

Le ministre du Développement rural,
Bokary TRETA

Le ministre du Travail, de la Fonction publique,
de la Réforme de l'État, chargé des Relations avec
les Institutions,
Madame DIARRA Raky TALLA

Le ministre de l'Economie et des Finances,
Mamadou Igor DIARRA

Le ministre de l'Environnement,
de l'Assainissement et du Développement
durable,
Mohamed AG ERLAF

Le ministre du Commerce et de l'Industrie,
Abdel Karim KONATE

**DECRET N°2015-0284/P-RM DU 17 AVRIL 2015
PORTANT NOMINATION DU PRESIDENT DE LA
CELLULE NATIONALE DE TRAITEMENT DES
INFORMATIONS FINANCIERES (CENTIF)**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n° 06-066 du 29 décembre 2006 portant Loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux ;

Vu le Décret n° 07-291/P-RM du 10 août 2007 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Cellule nationale de Traitement des Informations financières ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Monsieur **Marimpa SAMOURA**, N°Mle 916-35.A, Inspecteur du Trésor, est nommé **Président** de la Cellule nationale de Traitement des Informations financières (CENTIF).

ARTICLE 2 : Le présent décret qui abroge les dispositions du Décret n° 08-279/P-RM du 11 mai 2008 en ce qui concerne Monsieur **Modibo SYLLA**, Inspecteur des Services économiques, en qualité de **Président** de la Cellule nationale de Traitement des Informations financières, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 17 avril 2015

**Le Président de la République,
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,
Modibo KEITA**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie,
ministre de l'Economie et des Finances par intérim,
Abdel Karim KONATE**

ARRETES

**MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

**ARRETE N°2014-1303/MDAC-SG DU 04 AVRIL 2014
PORTANT CRÉATION, ORGANISATION ET
MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DE LA
COMMISSION NATIONALE DE DÉSARMEMENT,
DÉMobilISATION ET RÉinsertION (DDR)**

**LE MINISTRE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS
COMBATTANTS,**

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} : Il est créé auprès du Ministre de la Défense et des Anciens Combattants, une structure dénommée : Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion en abrégé : C.N.D.D.R

ARTICLE 2 : La C.N.D.D.R a pour mission la gestion du programme national de démobilisation, de désarmement et de réinsertion des combattants, des déplacés et des personnes en situation de précarité grave.

Elle a une composante politique, une composante militaire, une composante humanitaire et une composante socio-économique.

ARTICLE 3 : La C.N.D.D.R est chargée :

- de la mise en œuvre du programme de désarmement, démobilisation et réinsertion ;
- de la réinsertion et de la reconversion des ex-combattants en forces productives ;
- du soutien à une réintégration sociale effective en liaison avec le processus de reconstruction et de développement national ;
- de l'aide au règlement du conflit du Nord par un traitement approprié à travers un processus adapté ;
- de l'aide au rapatriement, à la réhabilitation et à la réconciliation.

ARTICLE 4 : La C.N.D.D.R est dirigée par un coordonnateur nommé par décision du ministre de la Défense et des Anciens Combattants.

Il est chargé d'animer et de contrôler les activités des différentes composantes de la commission, entre lesquelles il répartit les tâches.

La commission se réunit chaque fois que de besoin et peut faire appel à toute personne physique ou morale en raison de sa connaissance particulière en rapport avec sa mission. Elle fixe son règlement intérieur et définit le détail des modalités de son fonctionnement.